



Afrique	RWANDA Assurance-maladie = un bilan globalement (très) positif	2010.07.08
Afrique	Culture Cinéma Ali le millionnaire ou les tribulations du nouveau riche !	2010.07.08
Afrique	Economie Concertation BCEAO-Banques et Etablissements financiers - Début 3e forum à Lomé	2010.07.08
Afrique	Terrorisme Le Nord-Burkina dans l'oeil d'Alqaïda	2010.07.08
Asie	Chine La banque aux 320 millions de clients entre en bourse	2010.07.08
Europe	FRANCE Nicolas Sarkozy, un hyperprésident en panne	2010.07.08
Coopération	La Libye et le Togo engagés à renforcer leur coopération économique	2010.07.08
Diaspora	Yves AMAÏZO Nous privilégions la vérité des urnes et des comptes	2010.07.08
Economie	NIOTO recherche la reconquête du marché national d'huile végétale	2010.07.08
Environnement	Le Togo à porte des initiatives « Adaptation à Base communautaire »	2010.07.08
Environnement	Fortes pluies en Afrique de l'ouest : 42 morts selon l'ONU	2010.07.08
Indépendance	50 ans de néocolonialisme français en Afrique, ça suffit ! 10 juillet 2010 : grande marche pour une vraie indépendance de l'Afrique	2010.07.02
Paix	Zoom sur l'association togolaise pour le renforcement de la paix (ATRP)	2010.07.08
Politique	Togo Quelle démocratie au juste pour le Togo ?	2010.07.08
Politique	Togo Le peuple togolais entre le marteau Faure Gnassingbé et l'enclume Gilchrist Olympio	2010.07.08
Politique	Crise UFC Isaac TCHIAKPE a animé un point de presse à Lomé en présence de Gilchrist Olympio	2010.07.08
Politique	Patrick LAWSON « Il y a bien sûr des dissensions au sein des fédérations de l'UFC »	2010.07.08
Sécurité	Togo Le Commissaire ASSIH Abalo interpellé puis relâché	2010.07.08
Sports	TOGO La Fifa prolonge le mandat du Comité	2010.07.08

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

The New York Times **Afrique RWANDA Assurance-maladie = un bilan globalement (très) positif**

Depuis onze ans, la couverture santé a permis de faire passer l'espérance de vie de 48 à 52 ans. Financée par une ONG américaine et une modeste cotisation, elle protège 92 % des habitants du pays.

08.07.2010 | Donald G. McNeil Jr. | [The New York Times](http://www.nytimes.com)



GTZ - [Téléchargez](#) - Le guide d'assistance technique

visant à renforcer les capacités et à bénéficier d'un financement mondial de la santé. Le service de maternité du centre de santé de [Mayange](#) [village situé à 20 km [de Kigali](#)] n'a rien de luxueux. Il n'a pas l'eau courante et la salle d'accouchement se réduit à deux banquettes capitonnées équipées d'étriers. Mais la peinture bleue des murs est relativement fraîche, et les lits de la salle de travail sont pourvus d'une moustiquaire. Trois générations de la famille Yankulije se détendent sur un lit : Rachel (53 ans), sa fille Chantal Mujawimana (22 ans), et le bébé de Chantal (trop jeune pour avoir un nom). Le petit prince est le premier de la lignée à être né dans une clinique et non à même le sol d'une hutte d'argile. Mais il n'est pas le premier à bénéficier de l'assurance-maladie. Sa mère et sa grand-mère l'ont aussi, et c'est ce qui lui a permis de naître ici.



Le Rwanda dispose d'un système d'assurance-maladie depuis onze ans ; 92 % des habitants sont couverts et la cotisation annuelle s'élève à 2 dollars [1,6 euro]. Sunny Ntayomba, un éditorialiste du [New Times](#), un quotidien de Kigali, est conscient du paradoxe. Son pays, l'un des plus pauvres du monde, fournit une couverture sociale à un plus grand pourcentage de citoyens que certains pays parmi les plus riches du monde. Pour 2 dollars, la couverture santé permet d'apporter les soins de base pour traiter les principales causes de maladies mortelles : diarrhée, pneumonie, paludisme, malnutrition, coupures infectées, etc. Les centres de santé disposent en général des médicaments essentiels recommandés par l'[Organisation mondiale de la santé](#), [OMS] (la quasi-totalité sont des génériques) et ont des laboratoires qui peuvent effectuer les analyses de sang et d'urine les plus courantes ainsi que les tests de tuberculose et de paludisme.

Des patients chanceux peuvent être traités gratuitement

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Chantal Mujawimana a accouché en présence d'une infirmière, ce qui accroît considérablement les chances de survie de la mère et de l'enfant. S'il y avait eu des complications, elle aurait pu se rendre en ambulance dans un hôpital du district pour voir un médecin. *"Autrefois, on ne se rendait au centre de santé que quand la mère avait des problèmes, explique la mère de Rachel. Aujourd'hui, le professionnel de santé du village interdit d'accoucher chez soi."* Selon le [Dr Agnès Bonagwaho](#), secrétaire permanente du ministère de la Santé, l'espérance de vie moyenne est passée de 48 à 52 ans – en dépit de la progression de l'épidémie du sida – depuis l'apparition du système d'assurance-maladie ou "mutuelles de santé". Le nombre de décès lors des accouchements ou à cause du paludisme a aussi chuté.



Bien sûr, des techniques très courantes en Occident, comme l'IRM et la dialyse, ne se pratiquent guère au Rwanda. Le cancer, les AVC et les attaques cardiaques sont souvent mortels. Dans ce pays de 9,7 millions d'habitants, on ne trouve qu'un neurochirurgien et trois cardiologues. En revanche, l'obésité et ses complications médicales sont pratiquement inexistantes au Rwanda. Les étrangers sont souvent frappés par la maigreur des habitants, ce qui n'est pas nécessairement lié à un problème de malnutrition. Même [Paul Kagame](#), le président – qui est un parfait ascète – est squelettique. Au Rwanda, la chirurgie générale est assurée, mais l'attente peut durer des semaines. Des patients chanceux ayant besoin d'une chirurgie avancée peuvent être traités gratuitement par des équipes de médecins en provenance des Etats-Unis, de Cuba ou d'Australie. Mais il s'agit de médecins invités, qui ne sont pas sur place en permanence. Il arrive également que le ministère de la Santé prenne en charge les frais de patients se rendant au Kenya, en Afrique du Sud ou même en Inde pour se faire traiter.



Cependant, même en limitant sévèrement les dépenses, comment un pays peut-il offrir une telle couverture pour 2 dollars par an ? La réponse est qu'il ne le peut pas sans aide extérieure. [Partners in Health](#), une ONG de Boston qui possède deux hôpitaux et un réseau de centres de santé au Rwanda, indique que ses propres coûts s'élèvent à 28 dollars par personne et par an et estime que la prise en charge du gouvernement se situe entre 10 et 20 dollars.

Selon [une étude](#) publiée récemment dans la revue *Tropical Medicine & International Health* ([TM&IH](#)), les dépenses de santé au Rwanda se montent à environ 307 millions de dollars par an, dont 53 % sont financées par des donateurs étrangers, en particulier les Etats-Unis.



L'une des principales organisations donatrices est [le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#), qui étudie actuellement les moyens de soutenir les programmes de santé en général au lieu de se limiter à ces trois maladies. L'organisation paie également les cotisations des 800 000 Rwandais officiellement reconnus comme étant *"les plus pauvres des pauvres"*. Dans ce pays d'agriculteurs, c'est le conseil du village qui détermine lesquels sont les plus démunis. Ils évaluent les terres, les chèvres, les bicyclettes ou les radios. Demander à chaque Rwandais de payer

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

quelque chose fait partie du dessein ambitieux du président Kagame pour conduire son peuple vers une plus grande autonomie et, avec un peu de chance, vers la prospérité. Le pays est déjà devenu *“le Singapour de l’Afrique”*. Il a des rues propres, un faible taux de délinquance et, chaque mois, tous les Rwandais consacrent une journée à rendre des services à la communauté, comme la plantation d’arbres. Paul Kagame encourage aussi le secteur privé et lutte sans relâche contre la corruption des fonctionnaires. Mais, selon ses détracteurs, il a aussi étouffé toute contestation politique, notamment pour faire taire les commentaires susceptibles de [ranimer la haine](#) à l’origine du génocide de 1994.

“Certains ne peuvent pas rassembler 2 dollars”

Un obstacle plus pragmatique à l’établissement d’un système d’assurance-maladie est le fait que la plupart des pauvres du monde, y compris ceux du Rwanda, résistent à l’idée inconcevable de payer d’avance pour quelque chose dont ils ne bénéficieront peut-être jamais. *“Parfois, ceux qui ont versé les 2 dollars et n’ont pas été malades pendant l’année veulent se faire rembourser”*, fait remarquer Anja Fischer. [Elle conseille](#) le ministère de la Santé au nom de la [GTZ](#), l’agence de la coopération allemande au développement. Le ticket modérateur peut aussi s’avérer trop élevé. Payer 5 dollars pour une césarienne est parfois trop lourd pour des gens qui sont au bord du précipice comme les Yankulijes, qui vivent de la culture de haricots et de patates douces. *“Beaucoup vivent du troc et ne peuvent même pas rassembler 2 dollars”*, [confirme](#) le Dr Damas Dukundane, qui travaille dans une zone rurale déshéritée. *“Comme le gouvernement n’accepte que les espèces, les patients se rendent parfois chez les guérisseurs traditionnels, qui peuvent être de dangereux charlatans et qui acceptent de se faire payer en chèvres ou en poulets.”*

Même s’il n’est que de 2 dollars, le coût de l’assurance peut donc constituer parfois une charge importante pour certaines familles. Le fait qu’il soit le même pour les riches et les pauvres est parfois aussi mal vécu. *“Il est totalement insensé que ma mère paie le même montant que la femme qui nettoie sa maison”*, [affirme](#) le [Dr Binagwaho](#), du ministère de la Santé. *“La loi est en train de changer.”* Mais, s’il est un domaine où le Rwanda peut donner une leçon aux Etats-Unis, c’est en matière d’assurance-maladie. *“Il y a de la solidarité dans notre système, se félicite le Dr Binagwaho. Dans une société, vous ne pouvez pas vous sentir heureux si vous ne vous organisez pas pour que les gens qui vivent à côté de vous ne meurent pas de misère.”*

REPÈRES Le système de santé au Rwanda



Selon une étude publiée récemment dans [la revue Tropical Medicine & International Health](#), les dépenses de santé au Rwanda se montent à environ 307 millions de dollars par an, dont 53 % sont financées par des donateurs étrangers, en particulier les Etats-Unis. L’une des principales organisations donatrices est le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui étudie actuellement les moyens de soutenir les programmes de santé en général au lieu de se limiter à ces trois maladies. L’organisation paie également les cotisations des 800 000 Rwandais officiellement reconnus comme étant «les plus pauvres des pauvres». Dans ce pays d’agriculteurs, c’est le conseil du village qui désigne les plus démunis : ils évaluent les terres, les chèvres, les bicyclettes ou les radios. Le conseil regarde aussi si le toit de la hutte est fait de paille ou de tôle.

Afrique Culture Cinéma Ali le millionnaire ou les tribulations du nouveau riche !

Jeudi, 07.08.2010 - Ce court métrage de 26 minutes est du jeune réalisateur Inoussa Kaboré. Réalisateur fraîchement sorti de l'Institut supérieur de l'image et du son, chaperonné par Faso film de Missa Hebié et le scénariste Noraogo Sawadogo, il nous sert avec ce premier film une comédie bien rafraîchissante.

Ali (Sidiki Yougbaré) est un jeune homme heureux. Vendeur d'eau dans un quartier populaire à la périphérie de la ville, il pousse sa charrette décorée de cornes de taureau comme la moto de Mory dans Touki Bouki, de concession en concession pour servir l'eau et la bonne humeur. Le soir venu, il se rend dans un vidéoclub et s'évade dans le Far-west peuplé de pistoleros à la gâchette facile, ses cow-boys au verbe haut, et de duels au colt !

Tout aurait continué ainsi et Ali aurait vécu sa petite vie tranquille si le propriétaire du vidéo-club (Barou Ouédraogo) n'avait eu la diabolique idée de conclure un marché avec lui. Et voilà notre quidam qui passe à la télé, dans sa tenue de cow-boy (à mourir de rire), il a gagné 20 millions de francs au loto et autant de ...soucis car sa soudaine richesse en fait la proie de tout le quartier. Du commerçant véreux (Charles Ouattara) qui vient lui fourguer de la camelote, de la jeune fille qui ne voulait pas du pousseur de barrique et qui subitement déménage chez le millionnaire, de l'oncle du village qui débarque avec femmes et enfants, et les amis et voisins qui veulent leur part du gâteau...

Entre quiproquos et manipulation, Ali devient un jouet entre des mains vénales avant de retourner la situation comme un vrai héros de western spaghetti. Ce film est en fait un tissu de citations, de clins d'œil à « Un fauteuil pour deux » de John Landis, « Touki Bouki » de Diop Mambety, et les films western de Sergio Leone et de John Ford.

Une des qualités de ce film est de s'intéresser à un phénomène qui prend de l'importance dans notre société et qui n'est souvent pas pris en compte par le cinéma burkinabé ; il s'agit des enjeux sociaux des jeux du hasard et de la place du parieur comme personnage social. En effet, dans nos pays où le quotidien de la plupart est difficile, les jeux du hasard sont, avec la politique, les seules possibilités de changer de vie du jour au lendemain. Mais le fauteuil ministériel ou le siège de député n'étant pas à la portée de tous, il ne reste que le ticket de tombola. D'où la ruée du fonctionnaire, du paysan et de l'ouvrier vers les jeux du hasard avec le rêve de changer de destin.

Il faut signaler aussi la qualité de la musique du film assurée par Kanzaï. Elle réussit à coller à l'intrigue et à lui donner des nuances que le jeu des comédiens n'offre pas. En effet, le reproche que l'on peut faire à ce film, et qui vaut pour tous les films actuels, est le jeu trop théâtral de la plupart des comédiens.

Si les comédiens de théâtre ont réussi à se faire accepter par un cinéma qui auparavant tournait avec des amateurs, il leur reste une autre bataille à gagner. Contre eux-mêmes. En faisant la différence entre le plateau de cinéma et les planches de théâtre et en mettant du naturel dans leur jeu au cinéma ! Inoussa Kaboré réussit avec ce premier court métrage une oeuvre plaisante. On sent par la qualité des images et de l'intrigue que la jeune équipe technique de ce film, issue elle aussi de l'ISIS est prometteuse. Après les années de faste de notre cinéma avec les grands réalisateurs issus de l'INAFEC, assistera-t-on à la levée d'une autre génération de grands cinéastes avec l'ISIS ? Wait and see !

Alceny S. Barry

L'observateur

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

SAVOIR NEWS Afrique Economie Concertation BCEAO-Banques et Etablissements financiers - Début 3e forum à Lomé



Jeudi, 07.08.2010 - Le 3e forum de concertation entre la BCEAO et les Banques et établissements financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) s'est ouvert jeudi dans la capitale togolaise, a constaté un journaliste de Savoir News

Plusieurs personnalités et cadres d'institutions bancaires de l'Union, ainsi que le gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) Philippe Henri Dacoury-Tabley (en photo) étaient présents à la cérémonie.

Cette rencontre qui va durer deux jours, va permettre aux acteurs du monde bancaire africain, de débattre de plusieurs thèmes notamment le "financement de l'économie", la "transparence et rationalisation des conditions de banque" et "l'organisation du marché interbancaire régional".

C'est le ministre de l'économie et des finances du Togo, Adjé Oteth Ayassor qui a présidé la cérémonie d'ouverture. Selon M.Dacoury-Tabley, le forum a pour vocation de constituer un cadre pour des échanges fructueux et des discussions utiles entre le gouverneur et les présidents et directeurs généraux des établissements de crédit.

Ce forum a pour objectif, de favoriser les échanges entre les parties concernées sur des questions de portée stratégique et d'intérêt commun, relatives au système bancaire et financier, ainsi qu'à l'environnement économique et social de l'Union. "Concernant notre Union, les dernières estimations situent le taux de croissance à 3,6% en 2010, contre une réalisation de 2,8% en 2009", a déclaré M. Dacoury-Tabley, pour qui ce taux reste toujours faible, même si il traduit une reprise de l'activité économique au sein de l'Union.

Pour le gouverneur, il reste encore beaucoup d'efforts à réaliser au regard des évolutions relevées dans de nombreux pays à revenus intermédiaires. "Nous avons encore beaucoup de progrès à réaliser pour améliorer la contribution du secteur bancaire au progrès économique", a souligné M.Dacoury-Tabley.

L'énergie, les infrastructures et de l'agriculture sont les secteurs ciblés par le gouverneur de la BCEAO.

"Les pays de l'Union sont à un tournant décisif de leur histoire. Cinq décennies après les indépendances, l'ensemble des acteurs (pouvoirs publics et secteur privé) doivent aujourd'hui plus que jamais, réexaminer les voies et moyens de renforcer l'efficacité de leurs actions, dans le but de créer le cercle vertueux d'une croissance économique soutenue d'une consolidation des progrès sociaux", a pour sa part indiqué M.Ayassor. "Nous n'hésiterons pas à donner les impulsions nécessaires dans les domaines qui sont les nôtres à savoir la fiscalité et la mise en place de structures d'encadrement d'agents économiques intervenant dans des secteurs relativement vulnérables, mais porteurs de croissance et d'emplois", a précisé le ministre togolais des finances.

Pour rappel, cette rencontre annuelle est une ambition exprimée par le gouverneur de la BCEAO de faire du développement du secteur bancaire, l'une de ses priorités, afin de remédier à la faiblesse de l'intermédiation financière dans la zone. Axé sur les thèmes "présentation de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO" et "l'action de la BCEAO dans le contexte de la crise financière et économique mondiale", le deuxième forum de concertation entre la BCEAO et les Banques et établissements financiers de l'UMOA s'est tenu à Bamako (Mali) début juillet 2008. **Savoir News**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org



Jeudi, 07.08.2010 - Fin prématurée de mission pour les Peace corps (Volontaires du Corps de la paix) américains à Ouahigouya ? On est en tout cas tenté de le penser avec le rappel précipité de tous ces jeunes yankee de cette région du Burkina Faso. En effet, selon des informations concordantes, dans la nuit du jeudi 1er juillet 2010, tous les Corps de la paix ont été rappelés dare-dare des différents villages du Yatenga. Rassemblés dans la cité de Naba Kango, c'est sous bonne escorte militaire qu'ils ont quitté cette ville le lendemain matin.

Raison de ce départ sur la pointe des pieds ? Des militants de la nébuleuse AlQaida s'apprêteraient à y prendre en otages des Occidentaux, notamment des compatriotes de Barack Obama. Présente dans nos colonnes dès lundi dernier, cette information a été aussi diffusée sur les ondes de Radio France internationale (RFI) deux jours plus tard. Mais pas plus.

Et curieusement, les autorités américaines et burkinabè semblent garder un mutisme total sur ce sujet. Une omerta qui intrigue d'autant plus que c'est bien la première fois, sauf erreur ou omission de notre part, que le réseau d'Oussama Ben Laden menace de mener des expéditions en terre burkinabè par le biais de sa branche maghrébine, AlQaida au Maghreb islamique (AQMI), ce tentacule terroriste qui a acquis sa triste réputation, particulièrement dans les déserts algérien, malien, nigérien et mauritanien.

Une chose est sûre, l'efficacité du réseau d'information des Américains est telle qu'il n'y a pas de place au doute quant à la véracité et au sérieux des renseignements ayant conduit l'Oncle Sam à procéder au rappel des volontaires yankee du nord burkinabè.

Jusque-là, cette zone du Faso semblait une enclave de quiétude, un îlot épargné par les djihadistes qui guerroyaient dans la bande sahélo-sahélienne, avec pour cibles privilégiées les citoyens occidentaux, qu'ils enlèvent, séquestrent et dont ils monnaient la libération.

Alors, qu'est-ce qui a bien pu amener ces fous d'Allah à s'intéresser à la terre des hommes intègres et à vouloir y mener des attaques ? Les hypothèses sont très nombreuses, mais nous pouvons en retenir trois qui nous semblent les plus importantes.

La première pourrait être le rapprochement du Burkina Faso des Etats-Unis d'Amérique. Après une longue période de froid, les relations entre Ouagadougou et Washington se sont réchauffées au cours de cette dernière décennie.

Pour preuve, le Burkina a été déclaré éligible à nombre de programmes et d'aides américains, comme le MCC (Millennium challenge account) et l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) et, tout récemment, il y a eu Flint-lock dont Ouagadougou a abrité le centre de commandement. Les islamistes ont peut-être voulu appliquer l'adage selon lequel « l'ami de mon ennemi est mon ennemi ».

Ou encore, l'AQMI aurait menacé de frapper dans la région de Ouahigouya afin d'amener le Burkina à réviser ses liens et sa coopération, pour ne pas dire sa collaboration, avec le gendarme du monde. On se

souvent aussi que nombre de nos lecteurs s'inquiétaient de la tenue de Flint-lock au Burkina et du courroux des islamistes que cela pourrait attirer sur nous...

La deuxième hypothèse pourrait être la résultante des médiations et négociations assurées par le président du Faso, Blaise Compaoré, dans les affaires de prise d'otages dans la bande sahélo-saharienne. Notre président a montré, ces derniers temps lors de ces négociations qu'il avait un carnet d'adresses et des contacts sûrs avec les islamistes qui écument le désert. Et le problème est qu'avec ce genre d'acointances, parfois, ça devient comme l'histoire du chien qui, pour une raison ou une autre, cherche à mordre ses connaissances.

Notre troisième postulat pourrait être qu'AQMI serait tout simplement en train de profiter de la porosité des frontières pour coloniser et étendre son théâtre d'opérations à l'entièreté de la zone désertique du Sahel. Ou alors, la pression et la répression sont si fortes contre eux dans leurs anciens terrains qu'ils ont eu envie de venir prendre un peu d'air frais au Burkina, où ils pensent peut-être pouvoir faire face aux forces de défense et de sécurité.

L'un dans l'autre, il faut reconnaître que cette menace des partisans de Ben Laden sonne le glas d'une époque où on croyait ici au Burkina que certaines choses n'arrivaient qu'aux autres. Dans un monde globalisé, le Faso ne peut indéfiniment rester un îlot de tranquillité au moment où les autres sont en train de trimer et de casser de l'islamiste.

Cet épisode doit être la sonnerie du tocsin pour des actions conséquentes contre le fantôme, qui est déjà entré au Burkina. Il faut à présent une lutte acharnée et concertée entre nos hommes de tenue mais aussi les populations civiles pour endiguer et bouter les terroristes hors de nos frontières.

Parce qu'il est une destination de grands rendez-vous, il serait très dommageable à notre pays de laisser les fondamentalistes musulmans y foutre le bordel.

San Evariste Barro
L'observateur

LE TEMPS Asie Chine La banque aux 320 millions de clients entre en bourse

Pierre-Alexandre Sallier jeudi 8 juillet 2010

Agricultural Bank of China arrive sur les marchés le 16 juillet. Sa valeur atteindra plus du double de celle d'UBS. L'opération est appuyée par les fonds souverains du Golfe

C'est la dernière des cinq grandes banques étatiques chinoises à être partiellement privatisée en bourse. Agricultural Bank of China, un mastodonte servant plus de 320 millions de clients, entre le 16 juillet sur la cote de Hongkong, puis de Shanghai. Elle profitera de l'occasion pour y trouver jusqu'à 22,2 milliards de dollars si les investisseurs répondent favorablement à son appel. Ceci lui donnerait une valeur boursière de près de 130 milliards, plus du double de celle affichée par UBS.

Principales entrées en bourse de sociétés chinoises

Date	Société	Montant total levé, en milliards de dollars
20 octobre 2006	Industrial & Commercial Bank of China (ICBC)	21,9
16 juillet 2010	Agricultural Bank of China	19,2 - 22,2
24 mai 2006	Bank of China	11,2
20 octobre 2005	China Construction Bank (CCB)	9,2
24 juillet 2009	China State Construction Engineering Corp.	7,3

SOURCE: DEALOGIC

Le Qatar à la manœuvre

Si cet objectif est atteint, ceci ferait de ce chantier la plus importante mise en bourse jamais réalisée. Depuis le début de l'année, les groupes chinois se bousculent aux portes de la bourse: ils ont attiré à eux seuls plus du tiers des 94 milliards de dollars réunis à l'occasion des entrées en bourse réalisées dans le monde depuis le début de l'année, selon les statistiques de Thomson Reuters.

Cette mise à flot est organisée alors que la météo boursière à Shanghai est tout sauf favorable: celle-ci vient de toucher un plus bas en quinze mois.

Son succès dépend en partie des actionnaires stratégiques ayant confirmé leur appui pour 5 milliards de dollars. Apparemment peu échaudés par leurs placements dans les groupes financiers américains, britanniques ou helvétiques, plusieurs fonds d'investissement étatiques prennent part à l'opération: celui du Koweït veut souscrire pour 800 millions aux actions de la banque fondée en 1956. Celui du Qatar – notamment actionnaire de Credit Suisse – y participera pour 2,8 milliards.

Bulle immobilière chinoise

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

L'introduction en bourse de ce «Crédit agricole» chinois intervient alors que de récents commentaires – en particulier de Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI – ont relancé les craintes sur l'explosion d'une bulle immobilière en Chine. Nourrissant ainsi la suspicion sur les montants colossaux des prêts débloqués par les cinq grandes banques chinoises. Ceci explique les besoins d'argent frais massifs de ces dernières, qui prévoient d'aller chercher quelque 35 milliards de dollars sur les marchés ces prochains mois.

«Ceci revient à regarder la situation en Chine avec les yeux des victimes de la crise des subprime», rétorque Raymond Hèche, responsable des investissements au sein de Willer Funds à Genève. Ce dernier ne nie pas qu'une vague spéculative touche l'immobilier chinois, qui s'est apprécié en un an de plus de 40% dans les métropoles.

Mais beaucoup de ces appartements ont «été achetés sans emprunt ou avec une mise de fonds initiale correspondant souvent à 60% de leur valeur», rappelle ce dernier. Pour lui, Pékin veut surtout ralentir l'usage immodéré qu'ont fait les autorités provinciales des crédits bancaires, débloqués dans le cadre du grand plan de relance lancé par Pékin en 2008.

FINANCIAL TIMES Europe FRANCE Nicolas Sarkozy, un hyperprésident en panne

Le quotidien britannique dénonce l'incapacité du chef de l'Etat à affronter le tapage médiatique qui entoure l'affaire Woerth-Bettencourt.

08.07.2010 | [Financial Times](#)



© AFP Nicolas Sarkozy, le 7 juillet à l'Elysée

Les efforts de Nicolas Sarkozy pour remettre son gouvernement sur les rails restent sans effet. Peu de temps après avoir présenté son projet de réforme du système des retraites – la mesure phare de son mandat –, le président français se trouve pris en plein scandale politique. Jusqu'à présent, sa réaction a été hésitante et peu inspirée. Pourtant, les allégations à l'encontre du gouvernement sont sérieuses. Certaines sources accusent la première fortune de France, Liliane Bettencourt, d'avoir illégalement financé la campagne de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007. La somme aurait été versée en liquide à Eric Woerth, alors trésorier de l'UMP et aujourd'hui ministre du Travail, chargé du dossier des retraites.

Ces accusations n'ont été corroborées par aucune preuve et ont été fermement démenties, mais elles suscitent un certain cynisme. Les Français ne se faisaient déjà guère d'illusions sur la probité de ce gouvernement. Deux secrétaires d'Etat, Alain Joyandet et Christian Blanc, ont donné leur démission après avoir abusé des avantages liés à leur poste. L'un d'eux avait acheté pour 12 000 euros de cigares aux frais du contribuable.

L'affaire est grave pour Nicolas Sarkozy, qui se trouvait déjà en position délicate. Sa cote de popularité a plongé. D'après un récent sondage, seuls 33 % des Français se disent satisfaits de l'action du président, un record d'impopularité inédit depuis la création de cet indice, il y a trente ans. Ce n'est pas seulement à cause des scandales. En dépit de l'hyperactivité présidentielle, le bilan du gouvernement ne pèse pas lourd. Peu de réformes structurelles ont été engagées au regard des promesses de campagne du candidat. En outre, le style monarchique de Nicolas Sarkozy fait particulièrement grincer des dents en cette période d'incertitude financière. Le président semblait avoir pris conscience du problème en annonçant récemment la fin de certaines prérogatives présidentielles, comme les chasses au château de Chambord, par mesure d'économie.

Les accusations formulées doivent être vérifiées [une enquête préliminaire a été ouverte le 7 juillet par le

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

parquet de Nanterre]. S'il est avéré que Nicolas Sarkozy a accepté des fonds illégaux pour sa campagne, il faudra encore déterminer qui savait quoi et depuis quand. Tout responsable du gouvernement impliqué dans ce scandale devrait immédiatement quitter ses fonctions, y compris Nicolas Sarkozy. La pression monte sur le président pour organiser un remaniement ministériel et éliminer les postes secondaires pour réduire la taille du gouvernement. Il doit également décider du sort d'Eric Woerth. L'argument du gouvernement selon lequel le renvoi du ministre du Travail risquerait de ralentir la réforme des retraites n'est guère convaincant. Eric Woerth paraît aujourd'hui bien encombrant pour le gouvernement. Il devrait partir.

Les trois premières années de la présidence Sarkozy ont montré que le tapage médiatique n'était pas synonyme d'aboutissement concret. Quand les temps sont durs, les gens veulent de la modestie et de la sobriété au gouvernement. Reste à savoir si ces qualités sont dans les cordes du président.



Coopération La Libye et le Togo engagés à renforcer leur coopération économique

Une Commission mixte togolo-libyenne de coopération se tiendra avant fin 2010 pour faire avancer l'engagement de la Libye d'investir davantage au Togo, a rapporté mercredi le quotidien togolais Togo-Presse.

La décision est intervenue au terme d'une "visite d'amitié et de travail" du chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, les 4 et 5 juillet en Libye.

Au cours de son séjour, Faure Gnassingbé et le Guide de la Révolution libyenne, Mouammar Kadhafi, "ont manifesté leur détermination à renforcer les liens de coopération économique" entre leur pays, a écrit le quotidien.

Une séance de travail s'est déroulée à cet effet au cabinet du Premier ministre libyen, Baghdadi El Mahmudi, mais sous la présidence du chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Selon la nouvelle dynamique qui sera impulsée, la Libye "mettra tout en oeuvre pour renforcer sa coopération bilatérale avec le Togo".

Cela se traduira par l'augmentation des investissements libyens et la diversification des domaines du partenariat de ce pays avec Togo.

La présence libyenne "se fera sentir davantage dans les secteurs vitaux des hydrocarbures, des banques, des bâtiments, des télécommunications, et dans l'hôtellerie et du tourisme", a rapporté le quotidien national.

Ce renouveau dans les relations entre les deux pays survient à un moment où des acteurs du monde rural togolais effectuent une mission d'échanges d'expérience en Libye. **XINHUA**

Diaspora Yves AMAÏZO Nous privilégions la vérité des urnes et des comptes



Jeudi, 08 Juillet 2010 07:00 - **«Dr Yves Ekoué Amaïzo, Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology" et Coordonnateur International provisoire du Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), Togo était notre invité au Lynx. L'économiste dans cette longue interview pointe du doigt la réalité togolaise. Il pose le problème et propose des solutions alternatives. Par exemple le déficit de la dette oscille entre -4,6 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2005 à l'arrivée de Faure Gnassingbé et est estimé à -6,7 % du PIB en 2010. Le Togo, malgré une amélioration d'un rang par rapport à 2009 (166e sur 183), n'est passé en 2010 qu'au rang de 165 sur 183. Des chiffres qui laissent à réfléchir. Vous voulez un condensé de tout le drame togolais ? Cette interview vous l'éclaire ». Bonne Lecture ! Interview réalisée par Camus Ali Lynx-info**

Lynx.info : Le Togo, c'est la misère, les marches de protestations le chômage, la prostitution juvénile.... Faure Gnassingbé avait fini par lâcher que « les Togolais n'aiment pas leur pays » (FM Liberté, USA). N'est-il pas temps que les Togolais aident à construire leur pays ?

Je vous remercie pour l'invitation et pour l'honneur que vous me faites d'apporter quelques éclaircissements sur vos questions.

La misère, les protestations, les problèmes économiques et sociaux sont, pour l'économiste que je suis, des résultantes de stratégies inexistantes et les conséquences d'arbitrages économiques erronés qui en découlent. Ces stratégies ne sont ni démocratiquement discutées avec les populations ou le parlement, quelle que soit leur représentation. La misère n'est donc pas le fait des citoyens togolais qui peuvent se demander pourquoi ils doivent payer des impôts et avoir de tels résultats économiques.

L'affirmation de Faure Gnassingbé, si elle n'est pas sortie de son contexte, devrait peut-être se lire à l'envers : « Faure Gnassingbé n'aime pas son pays ». Les Togolais et Togoises et plus particulièrement la Diaspora ont toujours été prêts pour construire le pays. Ce sont les conditions non démocratiques et non transparentes d'organisation et de gouvernance du pays imposées par le réseau Faure Gnassingbé et son parti qui font que même ceux qui décident d'investir dans le pays, finissent, du fait des tracasseries et corruptions diverses et à tous les niveaux, quitter le pays. Mais Faure Gnassingbé pourrait grandement éclairer le Peuple togolais en faisant la liste des contraintes que son système a mis en place et qui font que le Togo se retrouve parmi les 20 derniers de la liste de 183 pays sélectionnés par la Banque mondiale dans

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

lesquels les conditions pour faire des affaires sont prévisibles et facilitées. Le Togo, malgré une amélioration d'un rang par rapport à 2009 (166e sur 183), n'est passé en 2010 qu'au rang de 165 sur 183. Il faut d'ailleurs comparer les performances du Rwanda qui est passé du rang de 143e en 2009 à 67e sur 183. Il est donc bien question de bonne volonté, d'une vision et stratégie claire sur les modalités de création de richesses et de leur partage dans un pays. Compte tenu des résultats des 5 dernières années de gouvernance de Faure Gnassingbé, il faut douter de la performance, de la qualité, de la compétence collective proposée au peuple togolais. Malheureusement, l'absence de vérité des urnes et des comptes ne permet pas au Peuple togolais de sanctionner d'aussi graves erreurs de stratégies qui se soldent par une pauvreté abjecte et une incapacité à offrir une amélioration collective du pouvoir d'achat à l'ensemble des Togolais, ceci sans discrimination.

La volonté du Peuple togolais n'est pas en cause. Ce fut, c'est et ce sera toujours un Peuple de travailleurs. Encore, faut-il que les conditions soient en place et que l'on ne travaille pas pour rien ou sans productivité. La construction du Togo est empêchée et la raison fondamentale est politique. C'est le refus de créer une société de confiance, de transparence fondée sur la vérité des urnes et la vérité des comptes tant dans le secteur public que privé qui fait croire à certains que le seul système de gouvernance possible doit reposer sur l'arbitraire et la non transparence et l'usurpation de l'autodétermination des choix des Togolais et Togolaises. Tant que le Peuple togolais croira qu'il s'agit de fatalité, alors ce système perdurera. Mais dès lors que la misère dont vous parlez et les souffrances quotidiennes sont trop importantes surtout en comparaison avec les gaspillages et autres incapacités du Pouvoir à créer les conditions pour l'entrepreneuriat de générer des emplois, des salaires et un pouvoir d'achat décent, alors c'est le Peuple, qui sur la base des informations transparentes, va se prendre en charge, en dehors même de certains dirigeants politiques ou syndicaux qui ont trahi la confiance du Peuple togolais. A ce titre, il n'y a pas lieu de faire la différence entre eux et les comportements non républicains du pouvoir pris collectivement.

Lynx.info : Quand on parcourt le livre « l'Etau » de Mme Aminata Traoré, ex-ministre malienne de la culture, on est tenté de se méfier du FMI. Comment expliquez-vous que le pouvoir togolais lui se complait avec le FMI ?

Il y a lieu d'abord de préciser qu'il n'y a pas lieu de se méfier du Fond monétaire international. C'est une institution financière de développement créée en 1945 en même temps que le Groupe de la Banque mondiale. Le FMI devait s'occuper essentiellement d'aider les pays lors de difficultés passagères de déficit de balance des paiements et les aider à les prévenir. Malheureusement, ces institutions ont été créées lorsque les pays africains étaient des colonies. Le conseil d'administration n'a pratiquement pas évolué, la direction de cette institution est systématiquement européenne et non tournante et le conseil d'administration marginalise complètement l'Afrique qui y est largement minoritaire. Il est question surtout de comprendre qu'avec plus de 3,6 milliards de prêts concessionnels sans intérêts en 2009 en termes d'engagements uniquement sur l'Afrique subsaharienne, le FMI a multiplié par cinq ses engagements sur le continent par rapport à 2008. Mais il s'agit d'apports largement en provenance des pays industrialisés, ce qui suppose que les critères d'emprunts de ces sommes par les Africains sont conditionnés à des approches dogmatiques mais pragmatiques d'une économie orthodoxe reposant encore sur les concepts d'Adam Smith et de David Ricardo, bien hors sujet lorsqu'il s'agit de développer un pays sur une base asymétrique. Les approches de John Maynard Keynes ou de Joseph Schumpeter pour prendre des références occidentales seraient plus appropriées pour les économies africaines. Aussi lorsque le Premier ministre s'appuie sur une approche keynésianiste pour gérer le Togo sans intégrer les approches de Joseph Schumpeter qui rappelle que sans l'innovation et la création destructive, aucune économie n'avance, on peut comprendre comment en cinq ans, une compréhension superficielle du déficit budgétaire accepté temporairement par J.M. Keynes s'est soldé par cinq ans de déficit permanent du solde budgétaire au Togo.

qui oscille entre -4,6 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2005 à l'arrivée de Faure Gnassingbé et est estimé à -6,7 % du PIB en 2010.

Ce n'est pas le FMI qui a fait ces arbitrages même si les pressions de cette institution ont plus pour objet de faciliter le transfert de propriété des structures productives au Togo vers des propriétaires des pays majoritaires dans le conseil d'administration du FMI. Il n'y a pas lieu en fait de se méfier d'une institution qui offre de plus en plus de transparence grâce à une gestion moins brutale depuis l'arrivée de Dominique Strauss-Kahn, mais même lui ne peut changer les positions du conseil d'administration du FMI. Donc, il faut simplement bien gérer et avoir suffisamment de réserves pour éviter d'aller demander au FMI d'intervenir dans ses affaires intérieures. Par contre, il y a lieu de continuer à demander au FMI de fournir ses conseils même si l'on n'est pas obligé de les suivre. C'est cette voie qu'a choisie le Président Kagamé du Rwanda lequel a décidé récemment de ne plus demander de prêts du FMI et d'attirer en l'améliorant l'environnement des affaires et en assurant une meilleure lisibilité et prévisibilité de la politique économique, ce qui conduit les investisseurs étrangers à commencer à s'intéresser massivement à ce pays.

Je ne pense pas que le Pouvoir togolais se complait avec le FMI. Il se trouve que la mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion se paye cash. Quand on n'a pas d'argent, il faut bien aller le demander quelque part quand personne sur le marché des capitaux ne fait confiance au gouvernement togolais pour rembourser. Alors, le FMI est justement là pour prêter, à ses conditions qui ne sont pas que financières mais belles et bien politiques et ce n'est pas garanti. C'est cette absence de garantie qui a surpris le Gouvernement togolais qui s'est retrouvé piégé par une mauvaise estimation de ses dépenses et un refus de nombreuses structures de financement de continuer à faire confiance à l'équipe au pouvoir en leur refusant des facilités d'accès à des crédits. La solution passe alors par une augmentation brutale des prix contrôlés par le Gouvernement, ce qui signifie que le Peuple togolais doit payer pour les erreurs de gestion et d'arbitrages commises par le Pouvoir en place. Comme cela semble se répéter à l'infini depuis plusieurs décennies, le Peuple togolais commence à s'exprimer avec les moyens du bord et exige que le Gouvernement rende des comptes. Ce dernier ne trouve rien de mieux que de tenter de réprimer tous ceux qui exigent la vérité des comptes publics et surtout refuse de rendre des comptes pour sa gestion. Il suffirait d'ailleurs au Pouvoir de reconnaître ses erreurs et laisser d'autres prendre en charge la gestion du pays pour que le Togo reparte sur des bases plus solides et plus transparentes. Mais c'est oublier que le Togo repose sur une démocratie de façade et que les attributs de la démocratie sont proposées pour les pays occidentaux, membres du FMI, juste comme des palliatifs. Le Pouvoir togolais est alors obligé de choisir le verdict du Peuple et celui du FMI. Avec celui du FMI, le Pouvoir togolais peut se maintenir au pouvoir tout en transférant le poids de ses erreurs sur le Peuple. Alors qui aime vraiment le Peuple togolais ? A moins que ce soit le Pouvoir que certains aiment plus que Dieu.

Lynx.info : Pourtant, un pays comme le Rwanda a annoncé ne plus vouloir des prêts du FMI...

Oui, je l'ai mentionné. Quand on est crédible avec une bonne compréhension des mécanismes de création de richesse au service de tous, alors il est possible d'avoir le soutien de certains membres puissants de la communauté internationale. Mais c'est d'abord la gouvernance économique au Rwanda et, ensuite, la discipline et le refus de la corruption petite et grande du Peuple rwandais qu'il faut saluer. Oui le Rwanda estime qu'il n'a plus besoin des prêts du FMI. Je rappelle d'ailleurs que malgré un solde budgétaire de -12, 1 % au Rwanda en 2010, ce pays réussit malgré les conséquences de la crise financière sur le continent à réussir la prouesse d'offrir un taux de croissance du PIB de 5,4 % en 2010 alors que le Togo est projeté autour de 2,6 %. Mais au niveau des populations, le Rwanda a une croissance du PIB par habitant de 3,2 % en 2010 alors que le Togo plafonne à zéro depuis 2009 et tous les pronostics les plus positifs pour 2010 estiment que le Togo devrait atteindre encore zéro. Comme progrès, vous conviendrez que l'on peut mieux faire. Et si le Rwanda est trop loin, le Bénin voisin a réussi un taux de croissance du PIB par habitant de 0,4

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

%, le Ghana de 1,9 %, le Burkina Faso de 2,1, le Nigeria de 4,1 % et la Côte d'Ivoire 0,0, du fait de la crise qui perdure dans ce pays.

Lynx.info : Y a-t-il des pistes qui permettent au Togo de se débarrasser aussi des chaînes lourdes des institutions financières comme la BM et le FMI ?

Je ne sais pas pourquoi vous voulez vous débarrasser d'institutions qui ont des règles internes. C'est comme si vous me disiez que vous voulez vous débarrasser d'une institution qui peut apporter son concours si les pays qui vont chercher des crédits savent ce qu'ils font avec cet argent. Si vous empruntez pour aller l'engloutir dans des dépenses improductives ou pour rembourser ad nauseam les précédentes dettes non transparentes, il y a des chances qu'à un moment ou à un autre, ce soit l'institution qui décide de vous dire comment vous devez utiliser les prêts qu'elle vous fait. Car il est clair que ces institutions ne le font pas pour les "beaux yeux" du Peuple togolais. La piste la meilleure pour ne plus avoir à s'approcher des institutions de financement du développement dans les mauvaises conditions est de bien gérer et de s'assurer dans la transparence que les fonds empruntés vont dans des dépenses productives. C'est pour cela que je promeus le développement des capacités productives que le Togo, comme tous les chefs d'Etat africains, a adopté en 2004 à l'Union africaine, mais refuse de mettre en œuvre alors que ce projet aurait rendu les Etats africains de moins en moins dépendants de ces institutions et surtout aurait contribué à créer des emplois et du pouvoir d'achat dans des agglomérations de productivité tant dans les zones rurales qu'urbaines. Mais, là, le rôle des pays non intéressés par le développement de l'Afrique n'est pas à négliger.

5. Lynx.info : Pour le Ministre du commerce Kokou Dozan, il faut "payer cher l'essence pour avoir de bonnes routes". Comment l'économiste que vous êtes l'explique ?

Si cette phrase n'est pas sortie de son contexte, c'est un raccourci qui est inexact. La relation entre le prix de l'essence et les bonnes routes est factice. Le prix de l'essence comporte une part importante non transparente qui retourne à l'Etat et il n'est pas prouvé que cette part finance les routes au Togo. Il suffit d'ailleurs de regarder l'état de ses routes pour se demander où est alors passée la différence depuis que les Togolais et Togolaises achètent de l'essence pour circuler. Il est possible que le manque de transparence favorise des erreurs d'appréciation des problèmes. Pourtant, comme cela se pratique dans d'autres pays plus enclins à utiliser les compétences des nationaux comme ceux de la Diaspora, le ministre aurait pu demandé à des experts indépendants d'expliquer cette relation entre l'essence et les routes au Togo. Mais il faut aussi laisser les experts accéder à toutes les informations pour que la vérité des comptes puisse jaillir. Mais, vous comprenez que la relation n'est plus entre l'essence et la route, mais bien entre la vérité des comptes et la mise à disposition du public d'informations fiables sur la gestion des comptes liés à la fourniture de carburant au Togo.

L'autre aspect qui pose problème dans ce genre de réponse est que l'on oublie qu'une route peut être mise en concession dans le cadre d'un partenariat public-privé avec une gestion de type commercial avec des conditions de transparence vérifiables par les représentants du Peuple togolais. Je ne suis pas sûr que ce soit la voie choisie par ce Gouvernement pour faire améliorer les infrastructures au Togo.

Lynx.info : Pour son confrère des finances Adjé Ottey Ayassor, « le dollar grimpe et le baril fluctue ». On reproche au pouvoir de Faure Gnassingbé de ne rien prévoir. C'est votre avis aussi ?

Là encore, si cette phrase n'est pas sortie de son contexte, je pense qu'il ne s'agit là que d'une photo d'une situation fluctuante. Le prix de la plupart des matières premières africaines est payé en \$ des Etats-Unis. Le

baril de pétrole lui-même fluctue au gré du marché mais aussi de la spéculation, donc la corrélation entre les deux me semble sans intérêt puisque l'inverse est aussi possible et que tout ceci change tous les jours que Dieu fait. Je ne peux ainsi pas commenter une phrase que je ne comprends pas.

Le reproche au pouvoir en place de manquer de prévisibilité, de stratégie et de gouverner à vue n'est pas dénué de tous fondements. Il suffit de mettre à disposition du public togolais la feuille de route prévisionnelle de ce gouvernement pour les cinq ans à venir, quitte à la mettre à jour annuellement pour comprendre où va le gouvernement. Je ne demande pas, ce qui serait l'idéal, une stratégie 2020-2030 du Togo avec les moyens endogènes et exogènes pour atteindre ces objectifs. Je constate que ces documents ne sont pas mis librement à la disposition du Peuple togolais, s'ils existent.

Lynx.info : Appui budgétaire, prêts, dons, effacement de la dette. Des chiffres en millions de dollars pour le Togo du FMI, de la BAD, de la BM, de l'UE. Dr Yves Amaïzo, pourquoi le Togo est toujours pauvre ?

Il me semble que vous gagneriez à être précis car toutes ces institutions prêtent ou font des dons ici et là. Mais en réalité, ces millions servent d'abord à repayer des dettes contractées il y a parfois plus de 10 ou 50 ans compte tenu des délais de grâce obtenus... aussi, certains prêts que contracte ce gouvernement seront à payer par le gouvernement du Togo entre 2030 et 2035. Qui peut prévoir où sera le Togo et ceux qui auront engagés le Togo ? La réalité est que ces fonds transmis au Togo sont octroyés pour quasiment ne jamais aller dans des secteurs productifs et sont donc des poids et boulets que traîne le Togo qui n'arrive pas à créer de la richesse et encore moins à la partager.

Alors pourquoi le Togo est pauvre ? Parce que toutes les stratégies choisies par les Gouvernements successifs mais aussi conseillés par l'extérieur n'ont pas pour objet de créer de la richesse, de permettre des accumulations régulières de valeur ajoutée et de productivité au service de population. Cela veut dire que le peu de richesse qui est créée au Togo n'améliore que rarement le pouvoir d'achat de chaque Togolais et Togolaise. Il faut changer de paradigme et c'est pour cela que j'offre des alternatives économiques dans mon dernier ouvrage. Mais rien ne peut se faire en économie si la vérité des urnes et le retour de la confiance entre les dirigeants le Peuple togolais ne sont pas remis à l'ordre du jour.

Lynx.info : Avec des élections reconnues par la communauté internationale, le Togo peut être un paradis pour investisseurs privés ?

Je ne suis pas si sûr que toute la communauté internationale a reconnu les élections du 4 mars 2010 au Togo. Je crois même savoir que de nombreux membres de la communauté internationale sont en train de revenir sur leur décision en refusant discrètement que leur budget alloué pour l'aide aille dans des pays où sévit la démocratie de façade. Le Togo va s'en apercevoir lorsque l'accès au crédit, l'accès à l'aide bilatérale et multilatérale vont commencer à devenir rares.

Quant au secteur privé, il faut que le Togo soit un paradis pour le secteur privé togolais et de la sous-région pour pouvoir l'être pour ceux de l'étranger malgré les facilités sur papier qui sont mises en place. Si le Togo était le paradis dont vous parlez, je pense que le Togo n'aurait pas la situation paradoxale suivante. Ainsi, en 2007 et sur la base des chiffres disponibles de la Banque mondiale, le Togo n'obtenait en termes de ressources financières que :

- 0,0 % du PIB en provenance du marché international des capitaux,
- 2,8 % du PIB entrant comme investissement étranger direct alors que 0,6 quitte le Togo sous forme de rapatriement du capital et des bénéfices non réinvestis au Togo ;
- 9,2 % du PIB entrant grâce aux transferts de la Diaspora togolaise qui prend sur son épargne ;
- 4,9 % du PNB en provenance de l'aide publique du développement.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Alors quand on continue à refuser le droit de vote à la diaspora togolaise et quand certains officiels disent que ce droit est refusé car la Diaspora ne paye pas d'impôts au Togo, c'est ne rien comprendre à l'économie. Sans la diaspora, la pauvreté et la misère au Togo seraient multipliées par quatre. C'est la Diaspora qui fait vivre une large majorité des Togolais et Togoïses. Le gouvernement refuse d'en prendre conscience en n'officialisant pas un poste spécial géré par la Diaspora elle-même afin de faciliter la défense des intérêts de la Diaspora togolaise.

Alors, j'espère que vous ne continuerez plus à croire que le Togo est un paradis suite à la gestion de cinq ans de Faure Gnassingbé et son réseau. Je ne connais pas l'enfer pour faire une comparaison, mais chaque Togolais et Togoïse peut se positionner entre les deux.

Lynx.info : Que lui proposez-vous ?

Il faut avoir le courage d'accepter que la gestion d'un Etat doit se faire par des compétences adeptes de l'efficacité qui conduisent à l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. La solution passe par un retour à un choix par les populations qui ne soit pas entravé par des interventions opportunistes et inopportunes du Pouvoir. Pour y arriver, il faudra passer par une période de transition. 22 propositions ont été faites par le Collectif pour la Vérité des Urnes que je représente à l'international. Je vous invite donc à prendre connaissance de ces propositions sur le site Internet à l'adresse suivante : www.cvu-togo-diaspora.org ou www.cvu-togo.org et choisir parmi les 22 propositions.

Lynx.info : Les conditions sont-elles réunies pour que Faure fasse une merveille pour le Togo avec son deuxième mandat ?

Je ne le pense pas. Il ne l'a pas fait au cours des cinq années passées où les conditions étaient plus favorables. Donc, je pense qu'il y a là un véritable défi surtout si cela doit se faire dans un environnement de contre-vérité des urnes et de non-transparence des comptes de la Nation. Il ne s'agit pas non plus d'aller chercher des individualités ici et là sinon ce sera comme avec les équipes de football africaines qui regorgent d'individualités brillantes mais sont incapables de créer une équipe qui gagne. L'absence de solidarité en interne doit être institutionnalisée. C'est pour cela que je propose dans mon dernier livre que l'Afrique opte pour le "solidarisme contractuel", un moyen d'offrir de la prévisibilité et de la transparence dans la vie publique.

Lynx.info : Vous semblez, au Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), privilégier les preuves pour contester la victoire de Faure. Avez-vous les moyens de votre politique pour faire passer le message au peuple togolais et à la communauté internationale ?

Nous privilégions la vérité des urnes et des comptes. Il n'y a pas de preuve aujourd'hui pour affirmer qu'il y a ou pas un président légitime au Togo et c'est le rapport des observateurs de l'union européenne qui l'a fait remarquer. Mais, la politique suit des voies qui ne sont pas celles de la vérité des urnes. Notre seul moyen pour que la vérité éclate tôt ou tard est justement de promouvoir les analyses, les informations en les recoupant et surtout de montrer aux Togolais et Togoïses qu'ils doivent compter sur eux-mêmes et Dieu. Car, sans leur propre effort de faire jaillir la vérité, l'impunité et la falsification des chiffres conduiront le Togo dans une situation d'impasse. Il suffit de voir les nombres impressionnants de prisonniers politiques que le Régime de Faure Gnassingbé est en train d'afficher. La communauté internationale a tort de faire la sourde oreille et de fermer les yeux sur des entorses aussi graves à la liberté, à la démocratie, à la vérité.

Le CVU est un mouvement citoyen qui appartient à tous les Togolais et Togoïses. Nous les invitons à nous faire parvenir les doléances et suggestions pour que la transparence triomphe au Togo. Il n'est jamais trop tard pour que le régime de Faure Gnassingbé prenne conscience des conséquences de ses décisions et

politiques. Alors peut-être que des négociations intelligentes pourront alors commencer afin de servir réellement le Peuple togolais, au lieu que ce soit le principe de "se servir" qui serve de stratégie. Certains ont tendance à conjuguer ce verbe (se servir) tant à la première personne du singulier et du pluriel.

Lynx.info : Selon-vous, la commission « Réconciliation-Justice-Vérité » a-t-elle les moyens pour déboucher sur des conclusions acceptées par tous ?

La réponse est négative. Elle n'a ni les moyens et constitue même une extension de la démocratie de façade. Cela a été créé pour les pays occidentaux qui sont adeptes des formes démocratiques en Afrique. Le pouvoir l'a compris et s'est plié à cette conditionnalité au plan formel. La vérité est que les personnalités qui composent cette commission devront se poser la question de leur responsabilité personnelle et celle devant le Peuple, et plus important devant Dieu.

Lynx.info : Le juriste Amaïzo pense aussi que la justice est aux ordres au Togo ?

Il y a dans toute institution des personnes intègres et éthiques. Vous en trouverez aussi dans les institutions disant le droit au Togo. Toutefois le problème est que la séparation des pouvoirs entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire ne fonctionne pas. Que le pouvoir utilise le système judiciaire, notamment la cour constitutionnelle, pour faire triompher ses approches arbitraires afin de conserver le pouvoir n'est plus qu'un secret de polichinelle au Togo. Le problème est qu'il existe aussi la petite corruption au sein du système judiciaire togolais qui fait que pour obtenir une quelconque avancée, il faut souvent payer... Réformer tout ceci et redonner l'honneur de l'institution qui préside aux destinées du retour de la confiance entre les citoyens au Togo est un impératif. Il faudra le prendre en compte en offrant des solutions alternatives aux populations togolaises.

Lynx.info : Merci de nous faciliter votre accès toutes les fois que le Lynx a besoin de vous.

Il n'y a pas de problème. Je vous informe d'ailleurs que vous avez de nombreuses personnalités au sein du collectif pour la Vérité des Urnes qui ont des points de vue à partager si vous leur tendez le microphone. Je me permets de vous féliciter pour votre travail de journaliste indépendant et perspicace car le Togo et la population togolaise ont besoin de Lynx-Togo et pourquoi pas un Lynx Télévision.

Interview réalisée par Camus Ali



The World Bank Group, IFC, Doing Business 2010. Reforming through Difficult Times : comparing Regulation in 183 economies, Washington D. C., 2010, p. 4..

IMF, Regional Economic Outlook April 2010. Sub-Saharan Africa. Back to High Growth ?, Washington D. C., 2010, p. 20.

Yves Ekoué Amaïzo, Crise financière mondiale : Réponse alternative de l'Afrique, collection « interdépendance africaine », éditions Menaibuc, Paris, 2010, 204 pages, 15 euros (www.fnac.com) et Librairie Edilac/Menaibuc, 18 rue Armand Carrel, 75009, Paris (métro Laumière) ; tel: 0033 1 42 63 62 88 - fax : +33 1 42 63 62 88 - Email:

espacemenaibuc@gmail.com

World Bank, World Development Indicators 2010, Washington D. C., 2010, p. 330 et 378.



Economie NIOTO recherche la reconquête du marché national d'huile végétale

La société togolaise productrice d'huile à partir des graines de coton, Nouvelle industrie des oléagineux du Togo (NIOTO), recherche de meilleures conditions de marché pour son repositionnement face à la concurrence de produits étrangers, a rapporté jeudi le quotidien national.

Le groupe d'actionnaires majoritaires de la société conduit par Eric Barbedette a débattu, jeudi, de la question avec le Premier ministre togolais Gilbert Houngbo.

Ils ont évoqué la recherche de mesures devant améliorer les conditions du marché et permettre une bonne valorisation de la production locale. La société est à l'épreuve de la concurrence de produits étrangers "en provenance d'Asie du Sud-Est et qui rentrent dans des conditions particulières dans la sous-région", a expliqué Barbedette.

Il a indiqué avoir confirmé, au Premier ministre, leur engagement d'aller dans le sens d'assainissement du marché et aussi avoir sollicité le soutien de l'Etat togolais afin de les accompagner dans le cadre de la mise en place de ce plan. Le groupe d'actionnaires majoritaires espère aussi bénéficier de la relance de la filière coton annoncée par le gouvernement dans la relance globale du secteur agricole. Le gouvernement togolais vient d'achever la réorganisation de la filière coton et entend poursuivre ses efforts pour faire passer la production de 30.000 tonnes de coton actuelle à 80.000 tonnes en 2011 et à 100.000 tonnes à partir de 2013. XINHUA

médialterre Environnement Le Togo à porte des initiatives « Adaptation à Base communautaire »

Par [Kossivi Adessou](#)

Portail Jeunes, 07/07/10 à 14h20 GMT - L'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), une organisation de jeunes qui cible la jeunesse au Togo et partout dans le monde, ouvre les portes de façon pratique à la question des changements climatiques au Togo. En effet, bien avant le bataclan de la CdP 15 à Copenhague en Décembre dernier, l'une des portes de sortie de l'Afrique face à la donne des Changements climatiques, demeurerait l'**adaptation**. Cette alternative a été confirmée lors des sessions de travail de la CdP 15, qui, a vu la participation des jeunes africains sous la houlette de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Les 15 et 16 à L'institut National de Formation Agronomique (INFA) à Tové(1km de Kpalimé (120 km de Lomé)) Il est organisé un forum d'Adaptation à Base Communautaire (ABC) . Ce forum, premier de son genre au Togo est le fruit des efforts de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE). Il consistera à former pléthore de participants sur ce que l'on entend par adaptation et quelles sont les stratégies adaptatives que l'on peut adopter pour réduire les impacts des Changements Climatiques surtout en Afrique de l'Ouest. Ce forum au-delà de ses caractères didactique et pédagogique, a le mérite d'avoir pour résultats, le renforcement des capacités des acteurs en milieu communautaire et le renforcement des capacités des agriculteurs eux même. Face à ces objectifs ambitieux, il urge l'accompagnement des services techniques tel la météorologie, qui devrait avec une petite marge d'erreur accordée, donner des informations fiables afin que des mesures anticipatives soient prises. Notons que ce forum réunira au moins cinq pays et verra la participation de 120 personnes issues de ces divers pays de quoi renforcer les liens de **la diversité globalisante**. Les changements climatiques désormais, sont une réalité. Passons de la théorie à la pratique.Sauvons notre vie et protégeons celles des générations à venir. C'est là le mérite de notre existence. Et pour ce qui est du transfert de technologie nous y reviendrons.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

**Environnement Fortes pluies en Afrique de l'ouest : 42 morts selon l'ONU**

DAKAR - De fortes pluies en Afrique de l'Ouest ont provoqué la mort de 42 personnes, dont 31 uniquement au Ghana, et affecté plus de 35.000 personnes, a indiqué hier le bureau régional de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). "La saison des pluies a commencé depuis le mois de mai dans plusieurs pays de la région tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Liberia, le Niger et le Togo", précise Ocha dans son dernier bulletin d'information, qui couvre une période allant du 5 juin au 7 juillet. "Au cours du mois de juin, de fortes précipitations ont provoqué des inondations dévastatrices dans plusieurs Etats. Avec 31 morts, le Ghana a enregistré le plus de décès suivi de la Côte d'Ivoire (8) et du Togo (3)", selon le bureau régional, basé à Dakar "Ce fléau naturel, récurrent en Afrique de l'Ouest, a affecté 35.214 personnes et fait 42 morts au 30 juin 2010. Il vient aggraver la situation des populations vulnérables dont certaines font déjà face à une situation alimentaire difficile", souligne-t-il. «Le Ghana a enregistré plus de 25.000 personnes affectées et 31 morts, suite aux fortes pluies du 20 juin qui ont provoqué des inondations à travers plusieurs régions du pays causant la destruction de plusieurs infrastructures publiques et privées telles des écoles, des ponts, des routes et des maisons". "La région Centrale a été la plus affectée avec plus de 17.380 personnes affectées", selon le communiqué. Au Liberia, "plusieurs inondations ont été notées dans la banlieue de Monrovia causées par les fortes pluies du 23 juin, affectant 10.000 personnes. Des collectivités comme Sinkor, Paynesville, Bushrod Island et Virginia ont été les plus touchées", précise Ocha.

AFP**La Plateforme Panafricaine****Indépendance 50 ans de néocolonialisme français en Afrique, ça suffit ! 10 juillet 2010 : grande marche pour une vraie indépendance de l'Afrique**

2 juillet 2010 - Après quatre siècles d'esclavage d'une violence sans précédent dans l'histoire, suivis de trois quarts de siècle de colonisation, les Africains pensaient avoir enfin retrouvé le chemin de la liberté et

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

de la souveraineté au lendemain de la proclamation officielle de leur indépendance. Ce fut un leurre car c'était sans compter avec la Cellule africaine de l'Elysée, les différents exécutifs français, les industriels et hommes d'affaire français qui n'ont jamais accepté cette liberté des Africains.

La colonisation étant devenue officiellement hors la loi au grand dam de l'Etat français, ce dernier a alors mis en place depuis les années 60, une forme détournée de colonialisme renforcé qui allait par la suite mériter un surnom : la françafrique. Ce système de la françafrique consiste à placer à la tête des pays africains, par la force, contre la volonté des peuples et souvent au prix d'innombrables vies humaines, des agents africains complices, mandatés pour perpétuer l'exploitation du continent par la France et le maintenir dans la pauvreté et la dépendance. Auparavant, le nouveau système colonial français aura pris le soin d'éliminer ou de participer à l'élimination, souvent par assassinat, les leaders indépendantistes ou les dirigeants patriotes Africains tels Ruben Um Nyobé (1958), Barthélémy Boganda (1959), Félix Moumié (1960), Patrice Lumumba (1961), Sylvanus Olympio (1963), Modibo Kéita (1977), Marien N'Gouabi (1977), Thomas Sankara (1987), etc.

Le 14 juillet 2010, pour commémorer les 50 ans de ce néocolonialisme qui a désintégré l'Afrique et dérouté ses peuples, le gouvernement français a invité ses complices africains ainsi que leurs armées à venir fêter, non pas les 50 ans d'indépendance comme ils le prétendent, mais plutôt les 50 ans de pillage et de sabotage réussis et renouveler leur allégeance à l'Etat français pour la reconduction du système les 50 prochaines années.

Pendant ce temps, les droits de l'Homme sont systématiquement bafoués, les arrestations et les incarcérations arbitraires demeurent plus que jamais de rigueur ; les tortures et les assassinats des démocrates se multiplient. Les élections sont systématiquement fraudées ; les modifications des constitutions pour rester à vie au pouvoir sont devenues de règle ; l'oligarchie, le népotisme et la braderie des biens de la cité se généralisent ; les répressions sanglantes des manifestations les plus pacifiques sont quotidiennes ; l'exode et l'émigration, conséquences du désespoir gagnent tout le continent !

Aucune pensée réfléchie ne peut prétendre une quelconque forme d'indépendance des pays africains essentiellement francophones, encore soumis au FRANC DES COLONIES FRANCAISES D'AFRIQUE (Franc CFA) détenu et géré par la France et ses réseaux bancaires implantés sur le continent. Tout un symbole de dépendance économique intégrale voulue, imposée et maintenue par tous les gouvernements français successifs. Les multinationales françaises telles qu'Areva, Bolloré, Bouygues, EDF, France Télécom, Total ont fait main basse sur tous les secteurs vitaux de l'économie sous la surveillance étroite de l'armée française avec ses bases et ses conseillers militaires qui quadrillent les quatre coins du continent. Sous couvert de « l'aide au développement », soit disant, l'argent du contribuable français est utilisé pour endetter les pays dans l'armement servant à réprimer les populations affamées par les dictateurs « amis de la France ».

Pire, l'Etat français entraîne désormais l'Union Européenne dans son veto contre la liberté et le développement de l'Afrique.

En ce début du 21ème siècle, Nous, peuples africains et diaspora Noire panafricaine du monde entier, Démocrates et défenseurs des droits humains de toute l'Afrique, d'Europe, d'Amérique, d'Asie, d'Australie, déclarons solennellement la fin de l'impérialisme et du néocolonialisme français en Afrique. C'est pourquoi nous appelons les peuples africains, leurs diasporas africaines de par le monde, en particulier d'Europe, d'Amérique à manifester partout pour la reprise en main de la destinée du continent le samedi 10 juillet 2010.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Nous demandons à tous Africains du continent de manifester simultanément dans toutes les capitales francophones d'Afrique.

Pour l'Europe, la diaspora africaine et tous les démocrates sont invités à converger vers Paris à cette date du 10 juillet 2010 pour la grande marche.

Nous invitons enfin les peuples d'Europe et en particulier le peuple Français à rejoindre le mouvement pour mettre un terme à un système dévastateur qui ne se limite pas qu'à l'Afrique. Le néocolonialisme qui spolie les Africains privés de droits est en position de force pour ignorer aussi ceux des travailleurs français et européens.

Nous voulons une Afrique souveraine. Nous voulons un monde juste et équitable. Nous voulons le retour de la DEMOCRATIE sur le continent, une alternance réelle au pouvoir et une gestion aussi lucide que rationnelle des biens du continent.

Nous appelons au réveil de tous les Africains pour un véritable changement en Afrique. Rien n'arrête la volonté populaire.

LE CHANGEMENT EN AFRIQUE VA SE FAIRE AVEC LA VOLONTE, L'IMPLICATION ET L'ENGAGEMENT TOTAL DES AFRICAINS EUX-MEMES.

Paris le 20 juin 2010

Contacts :

La Plateforme Panafricaine : ppanafricaine@gmail.com / Les Démocrates Africains : postmaster@lesdemocratesafricains.org / MoLiTo : contact@molito.org

LOMECITE **Paix Zoom sur l'association togolaise pour le renforcement de la paix (ATRP)**

Mercredi, 07.07.2010, 12:45pm (GMT)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Mercredi, 07.07.2010, 12:45pm (GMT) - Créée le 20 Juillet 2003 au Togo et présidé par M. SIZING Akadjao Patrick, l'ATRP œuvre pour :

- La promotion de la paix au Togo et dans le monde.
- L'alphabétisation de la population analphabète.
- La promotion et la protection des droits de l'homme.
- L'éducation civique de la population.
- La protection de la flore et de la faune.
- Le développement humain durable de la population.

Pour atteindre ses objectifs, l'ATRP organise des activités socioculturelles, des conférences de presse, des journées de réflexion et des meetings de sensibilisation sur la culture de la non-violence, de la paix et du développement.

LES ACTIVITES MENEES DE JUILLET 2003 A JUIN 2010

De Juillet 2003 à Décembre 2009, les activités de l'association ont porté essentiellement sur la salubrité publique, l'organisation des tournois de Football entre les jeunes des partis politiques, des meetings de sensibilisation et des journées de réflexion sur la culture de la paix et de la non violence à Lomé, à Pya et à Kantè. Ensuite, elle a organisé des concours de chants chorales et a aussi fait des dons aux élèves en situation difficile.

En 2010, l'ATRP a, en prélude aux élections présidentielles du 04 Mars 2010, organisé 12 meetings de sensibilisation de la population sur la paix et la non-violence dans les quartiers de Lomé, à Kara, à Niamtougou, à Mango, à Pya et à Pagouda.

L'ATRP est membre du Réseau pour la Non-violence, le pardon et la paix (RNPP) et du Forum des Associations pour le Développement et la Paix (FADEP).

Le siège de l'Association est à Lomé. Sa devise est : Union - Paix - Sécurité

Contacts : 03 BP 30365 Cel: 915-44-20 / 965-77-15 / 239-89-77

E-mail : atrp_international@yahoo.fr



Politique Togo Quelle démocratie au juste pour le Togo ?

7/8/2010 - « La méchanceté, pour se faire encore pire, prend le masque de la bonté » (Proverbe latin)

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Il y a quelques années, et plus précisément dans les années 90, la Communauté internationale et notamment les Etats-Unis d'Amérique et la France, deux puissances industrielles du monde et deux démocraties des plus avancées en Occident, se sont engagés à encourager la démocratie sur le Continent africain d'une manière générale et à apporter tout leur soutien aux dirigeants qui engageraient leurs pays dans la voie de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'Homme, de la liberté d'expression, bref, de la démocratie. Un tel discours, tous les Africains doivent se souvenir l'avoir entendu de la bouche de François Mitterrand lors du 16ème sommet France-Afrique tenu à la Baule du 19 au 21 juin 1990.

Selon Paris, il serait tenu compte désormais plus que par le passé, du respect des droits de l'homme et de la démocratie au moment des arbitrages budgétaires. A l'époque, il n'en fallait pas plus pour faire jubiler les victimes de ces dictatures des plus abjectes qui prévalaient sous les tropiques et qui voyaient ainsi s'ouvrir devant eux une nouvelle ère. Vingt ans après, que reste-t-il de ces déclarations de bonnes intentions qui collaient pourtant bien à la peau de leurs auteurs, en dignes Civilisés ? Les Africains ont l'impression de ne plus sentir les USA dans leur rigueur d'antan. Et que dire de la France qui a brandi la démocratie aux Africains comme une maman le ferait à son enfant avec un joli gâteau d'un bel arôme qu'elle ne le laissera jamais déguster ? Quelle démocratie au juste pour l'Afrique ? Mieux, disons : quelle démocratie au juste pour le Togo ? Car, bien des Etats africains semblent connaître un meilleur sort pour ce qui est de la démocratie, de la bonne gouvernance, ce que les Togolais leur envient, alors qu'ici, ceux qui sont les dirigeants et qui devraient insuffler une dynamique apparente de démocratie, même si elle ne serait que factice, ne semblent guère s'embarrasser de scrupules. On les voit à l'occasion de grands discours politiques, s'enticher d'expressions comme « le Togo est un Etat de droit et nous ne saurions tolérer l'anarchie » ; « nous oeuvrons à la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'Homme, ... ».

Dans un pays comme le Togo où les autorités ont créé (pour quelle raison, si ce n'est pour le simple bling bling ?) un ministère des droits de l'Homme, de la consolidation de la démocratie et de la formation civique, est-il normal qu'un ministre de la République, d'ailleurs le plus prompt de tous à déclarer dans ce pays, il n'y a que quelques mois, qu'ils sont « légalistes » quand ça l'arrange, joue le rôle qui a été le sien dans la dissolution de l'un des partis politiques togolais ? Si un tel ministère jouait réellement un rôle, il lui aurait fallu interpellier le ministre pour violation des droits de l'homme et pour abus de pouvoir. Car tout ce que les Togolais ont vu entre le 14 mai et le 25 juin 2010 ne saurait contribuer à la consolidation de la démocratie, mais à se servir de la justice pour régler des comptes, en violant les lois de la République, faisant primer la force sur le droit. Au bout du compte, le plus préoccupant demeure le silence complet dans lequel se sont murés jusqu'ici ceux-là qui ont accompagné les Togolais dans un dialogue ayant conduit à des législatives, puis à la dernière présidentielle dans laquelle ils ont investi plusieurs milliards, pour enfin cautionner la pagaille au moment de la publication des résultats ainsi que le détournement de ceux-ci. L'UE, par le silence et la complicité dont elle a fait montre au moment des préparatifs de la présidentielle jusqu'ici, a rassuré le Pouvoir qu'il bénéficiera toujours de sa couverture et ne sera jamais dénoncé. Cela explique toute la verve avec laquelle il a foncé droit au but sans scrupule. Au finish, la démocratie togolaise souffre de l'inconséquence et de l'incohérence de l'Occident. Si le Togo semble devenu un Etat voyou, hostile au progrès et à la démocratie, c'est par la faute de l'Occident et surtout de l'UE.

Alain SIMOUBA
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique Togo Le peuple togolais entre le marteau Faure Gnassingbé et l'enclume Gilchrist Olympio

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

7/8/2010 - Hier le peuple n'avait qu'un seul ennemi à combattre, le pouvoir Rpt incarné par feu Gnassingbé Eyadema. L'ennemi qu'on connaît vaut mieux que l'ami qu'on ne connaît. Et ainsi comme un seul homme, les Togolais se levaient, même sans arme, contre le régime en place, qui se sait aussi ne pas être porté dans leur cœur par les populations. Du moins la guerre était psychologique et le peuple répondait spontanément aux appels de ses leaders visant à manifester son rejet du régime en place.

Il avait des avocats, des porte-voix, dont le premier était Gilchrist Olympio. Le jeu était clair, et y avait donc deux camps : celui du clan Gnassingbé incarné par le Père, puis le Fils, et celui du peuple jusqu'à une époque récente incarné par l'« Opposant historique ». Mais aujourd'hui la donne a changé, et le « Leader charismatique » a rejoint avec armes et bagages celui de l'ennemi commun d'hier.

C'est un secret de polichinelle, Faure Gnassingbé n'est pas en phase avec le peuple togolais. Même s'il est allégué qu'il a recueilli près de 61% des suffrages lors du scrutin du 4 mars dernier, ce n'est pas le grand amour entre les deux parties, et le « Leader nouveau » même le sait. L'élection a été gagnée (sic) ailleurs. Il suffit de voir la contestation qui a cours depuis cette élection jusqu'à ce jour pour s'en rendre compte. On en était à la 15ème marche du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac) samedi dernier. La communion manquant, l'« Esprit nouveau » réélu (sic) ne se sent aucunement avoir une obligation de gratitude envers ce peuple, qui devait l'obliger à lui rendre la pareille à travers des actes et décisions d'ampleur. Un euphémisme pour éviter d'avouer que des mesures punitives sont même prises à l'encontre des populations.

Durant tout le premier mandat, Faure Gnassingbé est resté impassible au sort des populations. Les Togolais ont été abandonnés lors de la crise de la vie chère. Pendant que des gouvernants d'Etats voisins prenaient des mesures sociales pour amortir la crise et la rendre plus vivable à leur peuple, le régime Faure lui, en plus de rester indifférent à la situation des Togolais, a encore pris des décisions pour l'enfoncer davantage. C'est ainsi qu'en pleine vie chère, les prix du ciment ont été augmentés. Durant tout ce quinquennat passé, les besoins sociaux n'ont guère trouvé échos favorables auprès du régime. Ce nouveau mandat débuté s'est même annoncé avec une mesure punitive, la hausse des prix des produits pétroliers, contre le peuple qu'on dit avoir élu le « Leader nouveau ». C'est imaginer ce que sera la suite. Déjà la situation n'était pas rose, mais l'ennemi commun s'est vu renforcé par le grand avocat d'hier du peuple, Gilchrist Olympio.

En effet le « Marechal » a rejoint le camp de Faure Gnassingbé depuis qu'il a été empêché de briguer la course à la présidentielle du 4 mars dernier et s'est fait remplacer au forceps par Jean-Pierre Fabre, ce qu'il ne digère pas jusqu'à présent. Si au début Gilchrist Olympio pouvait faire semblant, aujourd'hui sa position sur l'échiquier et par rapport à la lutte aux côtés du peuple ne fait plus l'ombre de doute. En plus d'abandonner le peuple en chemin, il est décidé à affaiblir le nouveau leader que ce peuple s'est choisi depuis le 4 mars, Jean-Pierre Fabre. L'objectif est de casser la contestation entretenue par le Frac. Le « Leader charismatique » est allé jusqu'à pactiser avec le diable qu'il a combattu toute sa vie, mangeant ainsi son totem. Il a signé un accord avec l'ennemi du peuple et embarqué ses amis dans le gouvernement Houngbo II, histoire d'affaiblir son parti. Et aujourd'hui l'homme ne fait plus mystère de sa volonté de détruire l'Ufc et Jean-pierre Fabre qui reste le seul rempart, le nouvel avocat du peuple. Après avoir tenté vainement de casser l'élan du Bureau national et du reste du parti en cautionnant le bordel foutu par les renégats, en dissolvant le Bureau pour le recomposer et en prenant des décisions nuisibles, Gilchrist Olympio vient d'enclencher la phase ultime de son plan : la dissolution de l'Ufc, le parti du peuple. Sachant la voix d'un congrès extraordinaire électif difficile d'aboutir, il veut utiliser, avec l'aide du pouvoir Rpt, la procédure judiciaire. C'est ainsi que l'« Opposant historique » aurait monté un dossier de plainte à déposer, s'il ne l'est déjà, pour demander la dissolution pure et simple de son parti. Et puisqu'aujourd'hui il s'est allié à ceux qui ont entre les mains la Justice, nul doute que le tour sera très vite joué. Après donc

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (Obuts), le prochain parti à être dissous serait sans doute l'Ufc. Tout cela à cause de l'égo d'un seul homme.

La vraie victime dans toute cette histoire ne serait pas Jean-Pierre Fabre, mais le peuple togolais à qui on veut enlever toute défense, abandonné entre le marteau et l'enclume. Gilchrist Olympio par son pacte est allé ragaillardir l'ennemi, et lui servir de caution. Faure Gnassingbé et le régime se sentiront dopés et n'hésiteront plus à prendre des mesures antisociales, pourvu qu'elles fassent l'intérêt des dignitaires du clan. La situation du peuple togolais n'est donc pas enviable.

Tino Kossi
LIBERTE HEBDO TOGO



Politique Crise UFC Isaac TCHIAKPE a animé un point de presse à Lomé en présence de Gilchrist Olympio

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

7/8/2010 - Le cabinet du président national de l'UFC, Gilchrist Olympio, a animé hier mercredi un point de presse à Lomé. Des sujets d'actualités qui engagent la vie de l'UFC, notamment la procédure de dissolution du parti qui serait engagée par M. Olympio et relayée par plusieurs journaux locaux et le congrès du parti ont été abordés au cours de cette rencontre avec la presse locale.

Réagissant au cours de cette rencontre aux allégations qui font état d'une procédure judiciaire de dissolution de l'UFC, le porte-parole de Gilchrist Olympio, M. Isaac Tchiakpé, a déclaré : « comment voulez-vous qu'une personne qui a consacré une bonne partie de sa vie à cette œuvre, l'UFC pour faire venir la démocratie et l'alternance dans notre pays cherche à la détruire ? Comment voulez-vous que cette personne détruise sa propre œuvre ? Gilchrist Olympio, jamais n'a nullement l'intention de détruire sa propre œuvre. » « Au temps fort, au temps héroïque de la dictature, il n'a jamais été question d'aller à la justice. La priorité, c'est plutôt de préciser, de clarifier les choses et de remettre le parti sur les rails », a précisé M. Tchiakpé.

« Des gens qui s'autorisent à parler au nom du Bureau National et qui évoquent les statuts du parti reconnaissent mieux que les statuts en vigueur sont ceux de 1994. Or, ces statuts accordent au Président national, le droit de signer tous les actes de l'UFC, d'engager publiquement donc juridiquement l'UFC. C'est précisé à l'article 21 qui définit les prérogatives du président national de l'UFC. L'article 14 dispose en ce qui concerne la convocation du congrès extraordinaire ou du congrès tout court, qu'en cas du congrès extraordinaire, il est convoqué par le Bureau national dont le président est le président national. Pour l'instant le chef de ce bureau c'est Gilchrist Olympio», a poursuivi M. Tchiakpé.

S'agissant du report du congrès extraordinaire initialement prévu pour la semaine dernière selon la presse locale, M. Tchiakpé été catégorique «Aucune date n'a été avancée. Le congrès d'un parti ne se fait pas en catimini : il faut inviter les fédérations, des délégations des partis amis. Toutes les informations publiées par la presse sont fausses ». «Une fois la date fixée, la population sera informée. Mais ce congrès se tiendra avant l'été », a-t-il ajouté.

Revenant sur les sanctions qui frappent le président national du parti, M. Tchiakpé a déclaré : « les procédures en matière d'exclusion d'un membre de l'UFC dispose qu'on entende d'abord la personne. L'exclusion du président national n'est pas un acte banal surtout que le président était sur le territoire national au cours de la réunion qui a prononcé son exclusion ».

Notons que Gilchrist Olympio qui a assisté à cette rencontre n'a pas pris part aux discussions.

Rappelons que l'UFC est secouée depuis la dernière présidentielle par une crise qui oppose deux courants du parti : l'un dirigé par le président national Gilchrist Olympio et l'autre par le secrétaire général Jean Pierre Fabre. Cette crise a été exacerbée par l'entrée dans le gouvernement Houngbo II par des proches de M. Olympio. Les sympathisants de Fabre qui revendiquent la victoire de ce dernier sont dans la rue chaque samedi.

mo5-togo.com



Politique Patrick LAWSON « Il y a bien sûr des dissensions au sein des fédérations de l'UFC »

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Le premier vice-président de l'Union des forces de changement (UFC) le parti de Gilchrist Olympio et de Jean-Pierre Fabre, a admis dans une récente interview accordée à notre confrère Liberté qu'il y a des problèmes dans les fédérations, suite à la scission dans le Bureau national depuis qu'une fraction du parti est allée au gouvernement.

A la question de savoir s'il peut confirmer les informations qui font état de dissensions au sein de certaines fédérations de l'UFC, M. Patrick Lawson a répondu : « Oui. Mais nous avons pris sur nous d'aller expliquer ce qui s'est passé parce que nous avons les populations de notre côté, nous avons la bonne cause de notre côté ». Cela fait partie du débat démocratique qui devrait y avoir dans un parti politique digne de ce nom, s'est-il clairement exprimé à ce sujet. C'est pourquoi « l'UFC authentique va vers les fédérations. Et majoritairement les gens nous soutiennent ; nous le prouverons lors d'un congrès. Les femmes du parti sont actuellement en tournée, à la suite du Bureau national », a ajouté M. Lawson. Lesquelles tournées auraient donné des résultats probants, à en croire le premier vice-président de l'UFC. « Nous sommes convaincus que nous sommes majoritaires et que notre cause est juste. Même nous avons remarqué que ceux qui, au départ suivaient ce qu'on peut appeler l'autre courant [les Amis de Gilchrist Olympio (AGO), ndlr], - d'ailleurs ce n'est pas un courant, parce qu'un courant veut dire un vrai débat d'idée- il y en a qui ont rejoint l'UFC authentique », a encore déclaré M. Lawson.

C'est la première fois que le terme "UFC authentique" a été publiquement dit par un responsable du Bureau national conduit par Patrick Lawson.

M Lawson n'a pas manqué d'égratigner M. Olympio au cours de cette interview quand on lui a posé la question sur la procédure judiciaire qu'aurait entamée le président national « temporairement suspendu ». « Nous n'avons pas créé l'UFC pour soutenir des individus ou des personnalités. Ces personnalités incarnaient l'idéal qui était le nôtre, donc la ligne du parti qui est celle de défendre les intérêts des Togolais. (...) S'il y a des personnes qui prennent des initiatives de dissoudre l'Union des forces de changement (...), ça ne peut qu'être basé sur une certaine complicité, en tout cas une certaine accointance avec le régime qui aurait souhaité voir disparaître le parti de ce pays qui a toujours gagné les élections et qui, en tout temps et tout lieu, en tout cas au Togo, aurait dû diriger ce pays depuis des années y compris celui qui penserait à dissoudre le parti aujourd'hui », a déclaré Patrick Lawson.

C'est également la première fois qu'un membre éminent du Bureau national de l'UFC affirme publiquement que les AGO sont instrumentalisés par le régime RPT pour faire disparaître l'UFC du paysage politique.

Quand le congrès extraordinaire de l'UFC aura-t-il lieu ? Difficile de voir clair dans les déclarations. Pour Patrick Lawson, « nous irons au Congrès (...) pour revitaliser le parti, clarifier les choses telles qu'elles se présentent aujourd'hui, pour qu'on sache qui sont avec les populations et qui ont quitté les populations. Le congrès aura lieu peut-être dans les jours ou semaines qui viennent, mais ce n'est pas le congrès dont certains ont parlé pour le 4 ou 5 juillet. La date de notre congrès n'est pas encore fixée, elle sera fixée par le Bureau national conformément à nos statuts et non par une seule personne ».

Difficile donc de connaître la date exacte du congrès dans ces conditions. Une chose est claire, c'est que les deux parties ne sont pas encore prêtes pour un congrès extraordinaire en juillet. Selon nos informations, les fédérations du parti sont largement partagées. Les belligérants comptent les adhésions, les ralliements, les troupes. On s'assure de tout avant de dégainer l'arme fatale. **mo5-togo.com**



Sécurité Togo Le Commissaire ASSIH Abalo

interpellé puis relâché

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Publié le 7 juillet 2010 par sylviocombey - **Le Commissaire principal Assih Abalo a été interpellé dans la nuit du 02 au 03 juillet 2010, à l'aéroport international de Lomé (Gnassingbé Eyadéma). Il sera relâché plus tard, alors qu'il rentrait d'une conférence internationale. Les motifs de son interpellation restent jusqu'alors nébuleux.**

A peine descendu de l'avion que l'officier ASSIH a été interpellé par une opération commando avec l'onction de l'Interpol. Il aura été appréhendé comme un vulgaire citoyen, bousculé, menotté puis conduit manu militari à la Direction de la Police Nationale. Il serait soumis à un intense interrogatoire avant d'être jeté en taule. Il sera relâché plus tard. Le chef d'orchestre, apprend-t-on, est le ministre de la sécurité le Col Mohammed Atcha TITIKPINA.

Contacté, le Commissaire ASSIH Abalo répond : **« ce n'est rien,...c'est arrivé...je suis un homme cela peut arriver... »**. Il s'est montré assez réticent à répondre à nos questions mais il avoue **« J'étais allé au Maroc pour une conférence le 29 et je suis rentré le 02 juillet au petit matin »**. Il s'est aussi gardé de nous donner plus d'informations sur le motif de son interpellation et n'a cessé de répéter **« ce n'est rien... »**.

A Lomé, l'information circule comme une trainée de poudre surtout que certaines publications du jour ont relayé l'information. Selon des sources concordantes, cette interpellation suscite beaucoup de mécontentement dans les casernes.

Dans la muette, le ministre TITIKPINA est comme une arrête dans la gorge des corps habillés. Il serait l'homme le plus discourtois. D'ailleurs, il est cité dans plusieurs rapports sur les droits de l'Homme au Togo, surtout, le rapport des Nations Unies sur les tueries de 2005 qui ont porté Faure Gnassingbé au fauteuil présidentiel.



Sports TOGO La Fifa prolonge le mandat du Comité

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

La Fédération internationale (FIFA) a prolongé le mandat du comité intérimaire de gestion du football togolais jusqu'au 23 octobre, afin qu'il puisse « organiser sereinement » les élections du nouveau bureau de la Fédération togolaise de football (FTF), a-t-on appris mercredi de source officielle. La fin du mandat du Comité intérimaire de gestion était fixée au 31 juillet, date à laquelle de nouvelles élections pour la FTF étaient prévues.

Dans une correspondance dont l'Afp a obtenu copie, la Fifa a estimé que le comité intérimaire ne pouvait respecter ce délai parce qu'il avait été « considérablement accaparé par les événements de Cabinda ».

Les bus de la délégation togolaise avaient été attaqués en janvier par des rebelles des Forces de libération de l'Etat de Cabinda position militaire (Flec/Pm), en entrant dans l'enclave de Cabinda en Angola où le Togo devait jouer ses matches de la Coupe d'Afrique des nations (CAN).

Deux personnes dans la délégation sont mortes. Le gouvernement togolais avait alors décidé de retirer son équipe de la compétition.

La Fifa avait mis sur pied, en décembre dernier, un comité intérimaire de gestion du football, suite à des dissensions au sein de la Ftf.

Ce Comité, qui a pour mission principale « d'organiser des élections du nouveau bureau fédéral, va également gérer sur recommandation de la Fifa les activités courantes de la Ftf avec une « attention particulière » sur les différentes compétitions nationales.

AFP